

Unité départementale de la Somme
Cité administrative - Bâtiment B
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Lille, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GURDEBEKE SA (Lihons)

65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : 2024-E20179
Code AIOT : 0005105074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement GURDEBEKE SA (Lihons) implanté Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte des résultats de la visite d'inspection réalisée le 14 décembre 2023 au sein de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par la société GURDEBEKE sur la commune de Lihons (80320).

L'inspection vise à contrôler les installations de traitement des lixiviats de l'ISDND. Ces installations relèvent de la rubrique n° 2921 (tours aéroréfrigérantes) de la nomenclature des installations classées et de s'assurer de l'absence de dérives vis-à-vis du risque de légionellose.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA (Lihons)
- Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SA GURDEBEKE est autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2000 à exploiter notamment un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité de stockage de 40 000 t/an). En outre l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est réglementée notamment par les actes administratifs suivants : - arrêté préfectoral du 27 mars 2006 (capacité de stockage de 90 000 t/an), - arrêté préfectoral du 9 juin 2009 (modification capacités annuelles de stockage de 2009 à 27/03/2016), - arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND, - arrêté préfectoral du 8 août 2018 (autoportant), - arrêté préfectoral du 15 juin 2021. L'ISDND est autorisée jusqu'en juillet 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations contrôlées, lignes d'évapo-concentration de traitement	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 1.2.1	Sans objet
2	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
4	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Sans objet
5	Traçabilité des actions correctives et	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	préventives, du nettoyage annuel.		
6	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet
7	Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Sans objet
8	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Sans objet
9	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée au sein de la société GURDEBEKE à Lihons (80320) révèle une non conformité susceptible de suites quant au fonctionnement des installations de traitement des lixiviats vis-à-vis du risque de légionellose. Cependant, une observations a été relevée. Elle concerne, les déclarations des résultats d'analyse en *Legionella pneumophila* dans l'application Gidaf.

Dans le cadre de cette inspection, la société GURDEBEKE a été informée que, selon une information du ministère, les installations de traitement des lixiviats, n'étant pas des installations de refroidissement mais plutôt des installations d'évaporation et de concentration (des lixiviats), elles doivent être considérées comme ne relevant pas de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant se réserve la possibilité de déposer un dossier de porter à connaissance en vue d'un éventuel déclassement de son installation. Dans ce cas, les dispositions applicables ne seraient plus celles de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales des installations relevant de la rubrique n° 2921 sous le régime de l'enregistrement. L'inspection des installations classées a cependant indiqué à la société GURDEBEKE que, dans le cas d'un dépôt de dossier en ce sens, ce dernier devra indiquer les éventuels risques inhérents au fonctionnement de l'installation et présenter les mesures envisagées pour les supprimer ou, le cas échéant, les réduire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations contrôlées, lignes d'évapo-concentration de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 1.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations

Prescription contrôlée :

Rubrique	Libellé tiré de la nomenclature	D é t a i l d e s installations ou a c t i v i t é s correspondantes	Capacité totale	Régime
2921	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air par ventilation mécanique ou naturelle a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	U n i t é d'évaporation n a t u r e l l e a c c é l é r é e	3 400 kW	Enregistrement

Constats :

L'installation classée relevant de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE exploitée par la société Gurdebeke est une unité d'évapo-concentration destinée au traitement des lixiviats.

Le procédé consiste à chauffer les lixiviats, pour vaporiser puis re-condenser la phase aqueuse et obtenir ensuite un concentrât des lixiviats, moins volumineux qui seront, in fine, enfouis au sein de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), exploitée par la société Gurdebeke.

L'installation concernée dispose de 2 circuits d'une puissance thermique évacuée de 3 400 kW. Elle fonctionne toute l'année. Elle est conforme à celle décrite dans l'arrêté d'autorisation du 8 août 2018.

Ceci dit, récemment, le ministère nous a informé que les installations de traitement des lixiviats, n'étant pas des installations de refroidissement mais plutôt des installations d'évaporation et de concentration (des lixiviats), doivent être considérées comme ne relevant pas de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant en a été informé le jour du contrôle.

Ce même jour, Monsieur Jacky Gurdebeke, président directeur général, nous indique qu'il se réserve la possibilité de déposer un dossier de porter à connaissance en vue d'un éventuel déclassement de son installation. Dans ce cas, les dispositions applicables ne seraient plus celles de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales des installations relevant de la rubrique n° 2921 sous le régime de l'enregistrement.

L'inspection des installations classées a indiqué à la société Gurdebeke que, dans le cas d'un dépôt de dossier en ce sens, ce dernier devra indiquer les éventuels risques inhérents au fonctionnement de l'installation et présenter les mesures envisagées pour les supprimer ou, le cas échéant, les réduire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

La personne référente de l'installation de traitement des lixiviats est Monsieur Jacky Gurdebeke,

président directeur général. Cette dernière a suivi des formations en septembre 2019 et avril 2023. Le contenu de ces formations concernait respectivement la prévention et gestion du risque légionnelle dans les évaporateurs et les modalités de prélèvement légionnella.

Les formations ont été organisées et animées par du personnel des organismes spécialisées Kosamti et le Centre National de la Formation-Conseil en Entreprise (CNFCE). Ces organismes sont reconnus sur la thématique de la prévention sur la légionnelle.

Tant sur le contenu et le renouvellement périodique des formations, les exigences réglementaires sont respectées.

D'autres personnes, comme celles appartenant à la société prestataire « Planète Verte », en charge de réaliser les prélèvements périodiques, ont également suivies la formation spécifique sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse en Legionnella pneumophila.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;

- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'analyse méthodologique des risques (AMR) a été réalisée par la société prestataire, YRET Solutions, bureau d'études spécialisé sur l'eau et le risque de légionnelle.

Elle a été réalisée selon la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point), méthode d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques, utilisée notamment dans l'industrie agroalimentaire.

Le contenu du document comprend une description du site d'exploitation Gurdebeke de Lihons, un schéma de principe des installations exploitées, l'identité et la fonction des personnes susceptibles d'intervenir sur les installations, une analyse des risques et des recommandations, une évaluation du risque ainsi qu'une synthèse des points critiques, des facteurs de risques et plans d'actions associées.

Le risque d'ensemencement et de prolifération de la *Legionella* ainsi que les risques de diffusion d'aérosols contaminés, d'exposition des personnes sont traités dans l'AMR présentée le jour de l'inspection.

Cependant, cette AMR doit être considérée comme incomplète sur quelques actions correctives à mettre en œuvre (et les échéances associées) qui concernent le risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Ces actions sont décrites dans une consigne opérationnelle qu'il conviendrait de faire figurer dans l'AMR.

Enfin, le document présenté est daté du 19 octobre 2020 dans sa version référencée « AMR TARv.2020 » et il n'a pas été mis à jour annuellement comme imposée par l'article 26.I.1 de l'arrêté du 14/12/13.

Observations :

Dans un délai de 2 mois, l'analyse méthodologique des risques (AMR) doit être complétée sur les actions correctives à mener en cas de risque de prolifération et de dispersion des légionelles. L'exploitant précisera les échéances associées à ces actions. Pour rappel, l'AMR doit être mis à jour au moins annuellement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Le plan d'entretien réalisé par la société Gurdebeke est constitué de 2 procédures et plusieurs fichiers excel.

Les 2 procédures sont intitulées « stratégie des traitement des eaux » et « procédures actions à mener en fonction des niveaux de concentration ».

La 1ère procédure relative aux traitements des eaux, fixe les consignes de traitement de la flore interférente et de contamination bactérienne dans le circuit d'eau. Elle liste les produits constituant la base de ce traitement (biocide, dispersant organique, dispersant minéral ...) ainsi que les quantités relatives à utiliser en vue des différents traitements.

La 2nde procédure fixe les instructions visant à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, en précisant que l'objectif est de maintenir en permanence la concentration en *Legionella pneumophila* (Lp) dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1000 UFC/l.

Le plan d'entretien concerne l'ensemble des installations, notamment les surfaces en contact

avec l'eau du circuit.

Les fichiers excel, disponibles sur un ordinateur sur le site de Lihons, indiquent les dates d'intervention sur l'installation. Les interventions concernent les actions préventives et curatives, les prélèvements réglementaires, ...

Le plan d'entretien précise les sociétés prestataires suivantes : YRET Solutions (77 Faremoutiers), bureau d'études spécialisé dans le traitement de l'eau, qui intervient sur les traitements de l'installation, Planète Verte (80 Quevaulliers) en charge des prélèvements en vue des analyses et la société Prodeval (24 Valence) qui réalise la maintenance des 2 circuits d'eau de la TAR utilisée par la société Gurdebeke.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

2. Carnet de suivi

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.
- les modifications apportées aux installations.

Constats :

La traçabilité des actions préventives et curatives, selon la stratégie de traitement et du plan d'entretien élaborée par la société Gurdebeke, est réalisée à l'aide de supports informatiques, des fichiers excel, disponibles au sein d'un PC présent sur le site de Lihons.

L'inspection des installations classées y a constaté les interventions relatives aux différentes interventions (entretiens préventif et curatif, prélèvement en vue des analyses, phases d'arrêt, ...), les quantités de produits de traitement, les volumes d'eau consommés et rejetés, les résultats des prélèvements/analyses effectués pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila*, ...

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent. Constats : Lorsque l'installation est en fonctionnement, les prélèvements, en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> des 2 circuits, sont réalisés mensuellement. Les prélèvements sont réalisés selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Le jour du contrôle, les derniers résultats disponibles des 2 circuits - lignes 1 et 2 - dataient, respectivement, de septembre 2023 et novembre 2023. Les résultats des analyses sont conformes ($< 10^3$ UFC/l). A noter, lors du prélèvement réalisé en juillet 2023, une flore interférente avait été détectée sur la ligne 1. Après arrêt et traitement de la ligne, une nouvelle mesure a été réalisée en juillet 2023 avec un résultat conforme ($< 10^3$ UFC/l). Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées a constaté que la ligne 1 est à l'arrêt depuis le prélèvement de septembre 2023 précité. Seule la ligne 2 est exploitée. L'exploitant indique qu'il ne prévoit pas de redémarrer la ligne 1 dans l'immédiat. Il informe par ailleurs que ses lixiviats sont traités, pour le moment, par osmose inverse (dispositif d'évaporation naturelle accélérée) en utilisant les installations exploitées par la société Gurdebeke, sur la commune de Hardvilliers. Ce site dispose d'une autorisation relevant de la législation des installations classées. La société Gurdebeke envisage de traiter les lixiviats par ce même procédé sur son site de Lihons. C'est en ce sens que l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en avril 2024. L'instruction de ce dossier a révélé des insuffisances et un complément a été demandé par courrier transmis par la DREAL le 8 juillet 2024. Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée :

<p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur les 2 dernières années, 2024 et 2023, l'exploitant a réalisé ses analyses réglementaires de manière régulière (tous les mois). Par contre, la transmission, via l'application GIDAF, dans le délai d'un mois après prélèvement n'est pas toujours respectée.</p> <p>Dans GIDAF, il est en effet constaté des délais de transmission qui peuvent aller jusqu'à 3 mois après le prélèvement.</p> <p>Dans GIDAF, il est constaté que le circuit d'eau de la ligne 1 est à l'arrêt depuis septembre 2023.</p> <p>La ligne 2 continue de fonctionner et les contrôles d'analyse en <i>Legionella pneumophila</i> sont réalisés mensuellement selon les exigences réglementaires.</p>
<p>Observations :</p> <p>Obs. N° 1 : L'exploitant veillera à déclarer les résultats d'analyse en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'application GIDAF dans le délai réglementaire d'un mois après le prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à</p>

la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

Les mesures à mettre en œuvre en cas de dépassement du seuil des 100000 UFC/l figurent dans la procédure de l'exploitant intitulée « procédures actions en cas de dérives ».

Dans cette situation, la procédure de l'exploitant indique un arrêt immédiat de l'installation visant ainsi à stopper la dispersion des bactéries de *Legionella pneumophila*. Elle précise également une information immédiate du service de l'inspection de l'environnement selon les exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etat des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

2. Entretien préventif de l'installation

L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.

Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.

Constats :

Le jour de l'inspection, nous avons constaté une installation propre située dans un périmètre dédié.

Des panneaux indiquent le port obligatoire d'équipements de protection individuelle, masque notamment.

L'installation est mise sous rétention. La capacité de cette rétention est suffisante. Elle semble également bien étanche.

L'exploitant nous signale que son installation ne dispose pas de dévésiculeur.

Les différents circuits visibles de l'installation sont dans un parfait état.

Le point de prélèvement d'eau (en vue des analyses en Lp) a été identifié

Type de suites proposées : Sans suite